

AOÛT 2019

LE PDG D'ORANGE A ANNONCÉ AUX ACTIONNAIRES DU GROUPE SA VOLONTÉ DE VOIR L'ENTREPRISE SE Doter D'UNE « RAISON D'ÊTRE », DISPOSITIF PRÉVU PAR LA LOI PACTE.

La « raison d'être » viserait à élargir le sens donné aux activités d'Orange au-delà de la seule génération de bénéfice (cf. code du commerce) en y intégrant notamment des enjeux sociétaux, sociaux ou environnementaux. Dans le droit français, l'entreprise n'est pas définie. Ce dernier ne reconnaît que la société constituée par les actionnaires. Nous considérons à la CGT que l'entreprise est un lieu de création collective, qui ne se réduit pas aux intérêts à court terme des apporteurs de capitaux. Le renforcement du nombre et des prérogatives des salariés dans les conseils d'administration est une condition primordiale pour peser sur les décisions à long terme pour le développement des entreprises. La loi PACTE est très insuffisante puisqu'elle ne propose qu'une « raison d'être dans l'intérêt social » des seuls actionnaires. En l'état cette loi n'est ni contraignante, ni engageante pour les sociétés. Le risque est donc de réduire le dispositif à un simple exercice de communication, voire de sombrer dans le cynisme d'entreprise (Greenwashing). Dans cette logique, pourquoi Total ne se doterait pas d'une raison d'être du type « Participer à la lutte contre le réchauffement climatique » ou Dassault, fabricant d'armes « Œuvrer pour la paix dans le monde » ? Pour éviter ce type de travers, mais surtout, parce que la CGT considère que la recherche de sens et la finalité du travail sont des facteurs d'épanouissement il est impératif que les salariés et leurs représentants soient associés en tant que parties constituantes de l'entreprise.

UNE IDÉE VENUE DES USA

La possibilité d'adopter une « raison d'être » vient d'être inscrite dans la loi ne découle pas d'un souhait de moraliser l'activité des entreprises, mais bien de la volonté des grands fonds d'investissements anglo-saxons, « Black Rock » en tête (le plus gros fond de la planète, 6500 milliards d'actifs et présent dans au moins 35 entreprises du CAC40). Afin de redorer l'image de la finance, son président milite pour l'adoption de « raison d'être » dans les entreprises où ce fond est présent et il multiplie les interventions pour demander des politiques à plus longs termes favorisant le partage de la valeur, l'investissement, le développement durable. Seul problème... 98% des résolutions votées par Black Rock dans les Assemblées Générales sont contraires à ces préceptes ...

Aujourd'hui chacun s'accorde à reconnaître les méfaits et les dangers du néolibéralisme, même ceux qui l'ont organisé et continuent de le faire vivre.

La CGT prend acte de la volonté affichée de certains dirigeants de vouloir prendre en compte dans les activités de l'entreprise, des préoccupations « sociales, sociétales et environnementales ». Notre organisation syndicale a des propositions concrètes pour répondre à ces enjeux : la CGT ne pense pas que la seule modification des statuts de l'entreprise soit suffisante si elle n'est pas accompagnée d'un changement profond de politique. La Responsabilité sociale d'Entreprise (RSE) et la présentation de la « performance extra-financière » ne répondent pas aux problématiques posées. La récente expérience sur la mise en œuvre du devoir de vigilance, nous laissent circonspects sur les réelles volontés de nos dirigeants. En effet, la direction veut faire fi des organisations syndicales pour son déploiement. Les problématiques nous les connaissons tous : le creusement des inégalités, le changement climatique, le défi technologique et l'accroissement démographique. C'est pourquoi la CGT souhaite que l'adoption « d'une raison d'être » par l'entreprise soit accompagnée d'engagements précis, quantifiables et mesurables. Nous pensons que pour redonner du sens à notre activité, les dirigeants d'Orange doivent accepter d'ouvrir des négociations permettant de passer de la parole aux actes.



LES ENJEUX CLIMATIQUES



Chacun s'accorde aujourd'hui sur les impacts du dérèglement climatique : il est désormais acquis que les questions climatiques et environnementales sont une question de survie pour l'humanité. L'empreinte des activités télécoms sur l'environnement est importante et sans cesse croissante. Consciente de cet enjeu, notre Confédération a

appelé à soutenir la manifestation pour le climat du 24 mai 2019. A IMTW, les représentants CGT ont exigé :

- Un réel diagnostic des activités Orange en matière de dégagement de CO₂ en intégrant l'ensemble de la chaîne de production (sous-traitants, fournisseurs...)
- Un bilan de l'impact des grands projets immobiliers sur les déplacements des salariés et au contraire des projets de rapprochement domicile-travail
- Une étude de l'impact de nos activités sur l'utilisation des métaux rares (terminaux, équipement) et la mise en place d'une chaîne de production éco-responsable en y intégrant dès le processus de conception la question du recyclage
- Le développement des "green data centers" (nous soutenons un projet à Lannion toujours en stand-by)
- Le développement de produits et services écoresponsables en y associant la chaîne de l'innovation
- L'utilisation des nouvelles technologies au service du grand défi climatique.

La CGT exige que des engagements et des mesures fortes soient pris par l'entreprise sur la base de cette plateforme revendicative.

POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES CRÉÉES PAR LE TRAVAIL

Nous ne vous ferons pas la liste des économistes de tous bords et des rapports d'experts qui alertent sur le creusement des inégalités et l'accaparement des richesses par quelques-uns. Le FMI lui-même tire la sonnette d'alarme sur cette situation. La France est championne du monde de la distribution de dividendes, avec une contribution particulièrement forte d'Orange, qui comme d'autres entreprises du CAC40 récompense en priorité le « travail mort », c'est-à-dire l'investisseur. Nous pensons qu'il faut changer de paradigme (ou de « raison d'être »). L'entreprise ne peut plus aujourd'hui être pilotée par les seuls objectifs financiers. En revanche il est vital de définir des indicateurs de performance sociale et environnementale et d'en faire des objectifs prioritaires en tant que générateurs de valeur sociale pour le bien commun. Nous ne pouvons plus continuer à gérer nos activités, réaliser les arbitrages avec pour seule boussole les promesses de dividendes faites aux marchés financiers. Cela nous conduit à verser un dividende supérieur au résultat net et finalement appauvrir l'entreprise. La CGT demande une autre répartition de la valeur ajoutée en direction des salaires, de l'emploi et une vraie politique sociale vis-à-vis des sous-traitants. On ne traitera pas la question des inégalités sans remettre en cause la répartition telle qu'elle est organisée aujourd'hui.

POUR UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE PORTEUSE DE PROGRÈS



Nos activités nous installent au cœur même des transformations liées au progrès technologique. Nous avons acté, dans un accord que nous avons signé (« accord de la transformation numérique chez Orange »), qu'il n'y a pas de déterminisme technologique et que ce sont donc bien les hommes et les femmes qui décident de l'utilisation de l'outil.

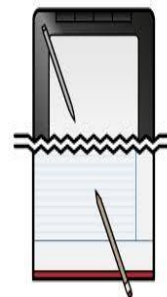
A l'image de l'humain et de son ambivalence, l'utilisation de ces nouvelles technologies (ordinateur quantique, IA, big data ...) peut produire le meilleur et permettre de résoudre les défis de notre temps, mais aussi le pire (manipulation des opinions, contrôle de la population, conséquences sociales, etc...). Les problématiques liées à cette rupture technologique sont multiples et nous mettons l'accent sur deux points qui nous semblent essentiels :

- Comme beaucoup d'entreprises, Orange souhaite exploiter les possibilités de l'Intelligence Artificielle (IA) à des fins d'amélioration de productivité. Certaines études montrent que 70% de la valeur produite par l'IA sera liée à la réalisation de ces gains. Nous voyons aussi

apparaître dans la documentation RH la notion « d'homme augmenté », sémantique utilisée par les transhumanistes. A contrario, des ethnologues craignent de voir « l'homodigitalus » devenir un homme « diminué ».

Depuis la préhistoire, c'est le travail qui a permis l'évolution de l'être humain. C'est bien en développant ses capacités de réflexion - tout d'abord pour produire des outils- que la taille de son cerveau a augmenté et qu'il a évolué. Introduire de l'IA dans les processus de travail, c'est prendre à la fois le risque et la responsabilité de priver l'humain de deux éléments qui ont permis son développement : son libre arbitre et sa capacité de réflexion et d'apprentissage. Nous devons porter une réflexion en profondeur sur ces sujets, pourquoi pas en faisant appel aux sciences humaines, et ne pas jouer aux apprentis sorciers.

- Un autre point essentiel sur lequel il est urgent de porter une réflexion en profondeur est la question sociale. Les problématiques environnementales et sociales sont liées, il en va de même en ce qui concerne l'évolution technologique. A qui vont profiter les gains permis par le développement de ces nouvelles technologies ? Comment éviter la catastrophe sociale que pourrait par exemple produire, à Orange, le développement des chats-bots ou la virtualisation des réseaux ?



La CGT propose la réduction du temps de travail, notamment grâce aux gains de productivité, comme cela s'est produit à chaque avancée technologique dans notre histoire.

POUR UNE AMBITION INDUSTRIELLE

Une maîtrise publique nationale est essentielle pour garantir l'indépendance du numérique et contribuer au progrès social. Vingt années ont suffi pour détruire la filière des télécommunications en Europe, par le biais des politiques européennes axées sur la compétition et la concurrence. Les télécoms sont devenus le terrain de chasse des appétits financiers notamment de la Chine et des Etats-Unis. Les GAFAM et demain les BATX et leurs modèles de prédation mettent en péril des pans entiers de l'économie.

La CGT milite pour l'Europe de la coopération et des grands projets. Nous actons la volonté de l'entreprise de faire d'Orange le leader européen de la cyber sécurité et de maintenir notre savoir-faire sur les câbles sous-marins, ce qui ressemble à un embryon de politique industrielle. L'Europe a besoin de créer les conditions d'une coopération entre les acteurs du secteur, permettant la mise en place de modèles écoresponsables, soucieux de la protection des libertés individuelles et attentifs aux questions sociales. A ce titre l'introduction d'ALEXA, l'IA d'Amazon dans le projet franco-allemand d'assistant personnel, déjà épinglé pour avoir écouté ses clients à leur domicile est un bien mauvais signal envoyé. Seule une politique industrielle ambitieuse accompagnée par une R & D forte permettra de l'autonomie sur ces sujets mais également de réduire la dépendance aux GAFAM.

POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Le PDG d'Orange est intervenu à de nombreuses reprises sur la question de l'inclusion numérique, c'est-à-dire la lutte contre l'exclusion. Depuis des années nous portons à la CGT la question du « droit à la communication pour tous ». Nous estimons que ce droit est aussi essentiel que l'accès aux besoins primaires : on parle de l'égalité du droit à l'accès, aux services et aux usages dans un pays où 28% des français rencontrent encore des difficultés à envoyer un mail. Ce droit doit pouvoir s'exercer sans distinction sociale ou géographique. Se pose ici la question des choix d'aménagement du territoire qui créent un sentiment d'injustice pour les populations suite aux divers choix de la direction de l'entreprise et de l'Etat régulateur. L'accès au THD pour tous et la question de la médiation numérique doivent donc être au cœur de nos préoccupations.

La question des inégalités, c'est aussi la lutte contre toutes les discriminations et notamment celles qui affectent la moitié de l'humanité, celles faites aux femmes. Nous avançons sur cette question, la CGT a signé un accord mondial sur l'égalité professionnelle afin de permettre une réelle égalité non seulement entre les femmes et les hommes mais également pour l'ensemble du personnel du groupe dans le monde.

Grâce à la CGT, un engagement majeur a été pris afin de supprimer les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes au plus tard en 2025. L'égalité nous avons tous à y gagner.

LE SENS DU TRAVAIL

Une nouvelle fois, le PDG décide de passer outre les organisations syndicales sur un sujet aussi structurant. Pour La CGT, le cœur de notre engagement, c'est l'émancipation du travail et la recherche de sens pour l'intérêt général. Vous pourriez lire dans nos statuts : « La CGT contribue à la construction d'une société solidaire, démocratique, de justice, d'égalité et de liberté qui réponde aux besoins et à l'épanouissement individuel et collectif des hommes et des femmes. Elle milite en faveur des droits de l'homme et de la paix. Elle intervient sur les problèmes de société et d'environnement ... ». A l'heure du procès France télécom qui a notamment pointé la non prise en compte de l'expression des Organisations syndicales pendant la crise sociale, exclure les OS, est-ce une façon de reconnaître leur rôle constructif dans l'entreprise ?



En ouvrant le débat sur la « raison d'être », nous devons réfléchir sur tous ces enjeux. Ils revêtent une telle importance que la direction ne doit pas passer outre les organisations qui réfléchissent sur ces sujets depuis plusieurs décennies. L'enjeu pour la CGT, c'est bien de faire prévaloir une vision de l'entreprise tournée vers la qualité du travail utile pour l'ensemble des citoyens loin de la logique aveugle et froide du travail prescrit en fonction d'objectifs financiers.

Loin de constituer une utopie, nous sommes également persuadés que ces ruptures sont aujourd'hui indispensables.

Même si CGT n'est pas invitée dans ce débat, elle y prendra toute sa part avec le personnel d'Orange. L'expression et la mobilisation des salariés contraindront les dirigeants à changer de paradigme.

Pour que mon travail compte,
je vote CGT

ELECTION CSE ORANGE du 19 au 21 novembre 2019

